

## L'ESSENTIEL

L'information simple comme bonjour



# COP21 ? Le verre à moitié vide ou à moitié plein

Thierry Verhoeven

Cahiers > La terre ne peut plus attendre

Le 14 décembre 2015 | Mise en ligne : **Lydia Magnoni**

**Après 15 jours de discussions à Paris, les représentants de 195 pays du monde ont trouvé un accord pour limiter le réchauffement du climat. Pour certains, c'est un moment historique. Pour d'autres, l'accord ne va pas assez loin.**

Il n'y avait plus eu d'accord sur le climat depuis le protocole de Kyoto en 1997. Le protocole de Kyoto allait beaucoup moins loin que l'accord de Paris. De plus, il ne concernait même pas 40 pays. L'accord de Paris est donc une avancée importante. Pour certains, comme les gouvernements et certaines associations écologistes, c'est même un « moment historique » pour le climat. D'autres sont plus critiques : l'accord ne va pas assez loin et n'est pas assez précis.

### L'accord

Les représentants des 195 pays s'engagent à tout faire pour limiter le réchauffement à 2 degrés maximum dès la 2e moitié du siècle. Ils promettent même d'essayer de tout faire pour limiter le réchauffement à 1,5 degré. Ce ne sont pas 2 degrés ou 1,5 degré en plus par rapport à aujourd'hui, mais par rapport au début du développement de la grande industrie vers 1850.

On prévoit aussi d'aider financièrement les pays en développement. Ce sont ces pays qui sont le plus touchés par le réchauffement climatique. Ils sont touchés par de la sécheresse, des inondations, des cyclones.

On va limiter les émissions de gaz carbonique, le gaz qui provoque le plus de réchauffement. Et, pour 2100, il est prévu que les activités humaines ne produisent pas plus de gaz carbonique que ce que la nature peut éliminer. On arriverait donc à 0% d'émission ! Tout le monde est d'accord pour dire que c'est un moment historique. Mais l'accord de Paris n'est pas une vraie loi. Les États s'engagent à respecter l'accord. Mais s'ils ne le respectent pas, ils ne seront pas condamnés.

### Mais...

Pour plusieurs associations de défense de l'environnement, comme Greenpeace et Oxfam, l'accord n'est pas si satisfaisant que cela. Il n'y a pas de quoi faire des bonds de joie. Pour ces associations, on n'aide pas assez les pays en développement qui sont victimes du réchauffement. Dans l'accord, les pays riches s'engagent à verser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 aux pays les plus pauvres victimes du climat. En 2014, on en était à environ 60 milliards. Ce n'est pas assez pour faire face au changement de climat.

On dit aussi que les efforts à faire ne sont pas assez précisés. Par exemple, dans l'accord, on annonce que les émissions de carbone vont diminuer rapidement, mais on ne dit pas quand cela va commencer ni les étapes pour arriver à 0% en 2100. Il y a la Terre, il y a aussi les hommes. Le réchauffement du climat et les efforts pour limiter ce réchauffement modifient l'élevage, l'agriculture et l'organisation de groupes humains. Cela peut, par exemple, augmenter la pauvreté ou nier des droits fondamentaux.

Il y a les critiques et il y a ceux qui sont quand même positifs.

### **Quand même**

Des associations, comme le WWF, disent que l'accord est loin d'être parfait, mais y voient quand même du positif. Le réchauffement à 2 degrés maximum est un engagement fort qui concerne tous les pays du monde. Régulièrement, des experts indépendants vérifieront si les États respectent bien leurs engagements et ne mentent pas sur les chiffres d'émissions de gaz à effet de serre. Le traité n'est pas une loi, mais c'est quand même un engagement moral. Un pays qui ne le respecterait pas serait montré du doigt et critiqué par les autres États et par les populations.

### **Autrement dit...**

Comme souvent avec les grands accords internationaux, il y a le positif et le négatif. Il y a ceux qui voient le verre à moitié vide : l'accord de Paris ne va pas assez loin. Il y a ceux qui voient le verre à moitié plein : l'accord de Paris est historique, mais ce n'est qu'une étape, il faut continuer. Car le plus dur reste à faire. À Paris, 195 États se sont engagés à limiter le réchauffement du climat. Ils vont maintenant devoir faire une politique pour respecter leur parole. Et cette politique va changer la manière de produire et toute l'économie, la manière de vivre et toute la société. Il faudra donc négocier ces changements, aussi bien avec les grandes entreprises privées qu'avec la population. Pas simple.